

Point conjoncturel - automne 2008

Une économie francilienne chahutée

Julie ROY - Benoît PENTINAT

Service statistique

L'économie mondiale est en perte de vitesse depuis un an. Ce ralentissement résulte de la conjugaison de plusieurs chocs : une crise immobilière qui engendre une diminution de l'investissement des ménages dans de nombreux pays, une crise des matières premières jusqu'à l'été 2008 qui a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages, et une crise financière consécutive à celle des subprimes. Celle-ci s'est accentuée ces derniers mois, provoquant la faillite de plusieurs établissements bancaires américains, paralysant les marchés interbancaires et alimentant un réel climat d'inquiétude.

L'activité se replie dans la zone euro

Au troisième trimestre 2008, le ralentissement de l'économie mondiale se poursuit. Le PIB des États-Unis et celui du Japon ont diminué de 0,1 % au 3^{ème} trimestre 2008, après avoir varié respectivement de 0,7 % et -0,9 % le trimestre précédent.

L'affaiblissement de l'activité de la zone euro du 2^{ème} trimestre 2008 se confirme au 3^{ème} trimestre (-0,2 %). En octobre, dans l'industrie manufacturière, le climat des affaires continue de se dégrader. Il se situe désormais à son niveau le plus bas depuis 1993. La confiance des ménages se replie à nouveau dans tous les principaux pays de la zone euro, après un léger redressement en septembre.

Conséquence du ralentissement économique, les tensions sur les marchés des matières premières sont amoindries depuis l'été 2008. Le cours du baril de Brent est passé de plus de 140 dollars en juillet à une moyenne de 71 dollars en octobre, franchissant la barre des 50 dollars en novembre. Ce repli des marchés des matières premières contribue à réduire l'inflation et à restituer du pouvoir d'achat aux ménages.

Principaux indicateurs nationaux

Comptes nationaux trimestriels - Variations en % (données CVS-CJO)	2007				2008		
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Produit intérieur brut (PIB)	0,5	0,6	0,7	0,3	0,4	-0,3	0,1
Dépenses de consommation des ménages	0,7	0,9	0,8	0,5	-0,1	0,0	0,2
Taux de chômage métropolitain (au sens du B.I.T.) - données CVS en moyenne trimestrielle	8,4	8,0	7,9	7,5	7,2	7,2	nd

source : Insee

Une croissance française en suspens

Après avoir reculé au 2^{ème} trimestre 2008 (-0,3%), le PIB de la France augmente de 0,1 % au 3^{ème} trimestre. Sur l'année, la croissance française serait de 0,9 % en moyenne annuelle, sous réserve que les conditions de crédits accordées par les banques aux ménages et aux entreprises ne se durcissent pas et que les turbulences financières ne s'aggravent pas. L'inflation est en baisse. En octobre, la hausse de l'indice des prix à la

consommation est de 2,7 % sur un an, alors qu'elle était de 3,6 % en juin 2008.

La consommation des ménages augmente légèrement au 3^{ème} trimestre 2008. Mais le ralentissement économique commence à affecter le marché du travail et risque de peser sur le pouvoir d'achat des ménages. Au cours du troisième trimestre 2008, 10 800 emplois

ont été supprimés dans les secteurs principalement marchands et l'emploi total devrait diminuer au second semestre après une hausse des effectifs de 89 000 au premier semestre. En particulier, l'intérim enregistre une baisse de 27 900 emplois au troisième trimestre. Le chômage, qui s'est stabilisé au deuxième trimestre 2008 (7,2%), s'établirait à 7,4% en fin d'année.

La production industrielle diminue en septembre 2008 (-0,5 % par rapport à août), après une baisse de 0,5 %

entre juillet et août. La baisse d'activité la plus importante concerne l'industrie automobile qui enregistre un nouveau repli de sa production en septembre : -3,1 % par rapport au mois d'août. La production des biens intermédiaires est également en recul (-1,5 %). La construction enregistre pour la troisième fois consécutive une légère baisse de son activité en septembre (-0,4 %).

Ralentissement de l'économie francilienne

Après un bon début d'année 2008, l'économie francilienne marque le pas. Les perspectives d'évolution sont moroses dans tous les secteurs d'activité. La dégradation du marché du travail, amorcée en août, est confirmée en septembre 2008.

Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi à durée indéterminée et à temps complet (DEFM catégorie 1) a progressé de 1,1 % dans la région entre juillet et août 2008, mais moins fortement qu'au niveau national (2,2 %). Cette augmentation provient en grande partie de contrats d'intérim non reconduits. En septembre, le nombre des demandeurs d'emplois de catégorie 1 a continué d'augmenter (0,5 %) ; la dernière hausse sur deux mois consécutifs remonte en Ile-de-

France à septembre 2004. Au 2^{ème} trimestre 2008, le taux de chômage s'élève à 6,6 %. Il reste inférieur au niveau national (7,2% dans la métropole) et est stable par rapport au trimestre précédent.

Le marché du travail francilien est jusqu'à présent moins touché que le marché national par le retournement de conjoncture. En effet, le secteur industriel est structurellement moins présent en Ile-de-France qu'en province. De plus, le taux de recours à l'intérim en Ile de France est parmi le plus bas des régions françaises : 2,7 intérimaires pour 100 salariés contre 3,8 au niveau national. Ce taux est proche de 5 dans certaines régions plus fortement industrialisées.

Net resserrement sur le marché de la construction neuve

Les entrepreneurs du bâtiment sont pessimistes sur l'évolution de la situation de leur secteur. La commercialisation de logements neufs est en net recul depuis le début de l'année. Au troisième trimestre, environ 2 900 logements ont été vendus, soit une baisse de 39 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2007. Sur les douze derniers mois, les ventes diminuent de 24 % par rapport à l'année précédente. En octobre, le nombre de logements autorisés à être construits est en baisse de 17,2 % sur les douze derniers mois par rapport à l'an passé. Un certain attentisme semble se profiler quant à la mise à l'étude de nouveaux programmes de construction pour les mois à venir. Compte tenu des

délais de production, ce ralentissement important d'opérations de construction aura un impact sur l'activité des entreprises à partir de 2009. Concernant le marché de l'entretien et de l'amélioration de bâtiments, les perspectives d'activité ouvertes par le volet bâtiment du « Grenelle de l'environnement », restent tributaires du pouvoir d'achat des ménages et des possibilités de financement des travaux. Le resserrement des conditions de crédits tant pour les ménages que pour les entreprises ou les collectivités territoriales risque de peser sur l'activité aussi bien dans le bâtiment que dans les travaux publics.

Perspectives moroses pour l'activité hôtelière

Après un bon début d'année, l'activité hôtelière francilienne fléchit depuis le début de l'été. Le taux d'occupation des hôtels franciliens a enregistré deux baisses consécutives en août et septembre. Pour chacun de ces deux mois, il perd 2,3 points par rapport à 2007, période marquée toutefois par l'organisation de la Coupe du monde de rugby. Le taux d'occupation des

hôtels est en septembre 2008 inférieur à ceux de septembre 2006 et 2007. Le ralentissement conjoncturel freine la venue de la clientèle européenne, en particulier les Espagnols et les Allemands. La baisse de la fréquentation des touristes américains, japonais et chinois observée au deuxième trimestre, s'est poursuivie.

Rédaction achevée le 28 novembre 2008

Pour en savoir plus

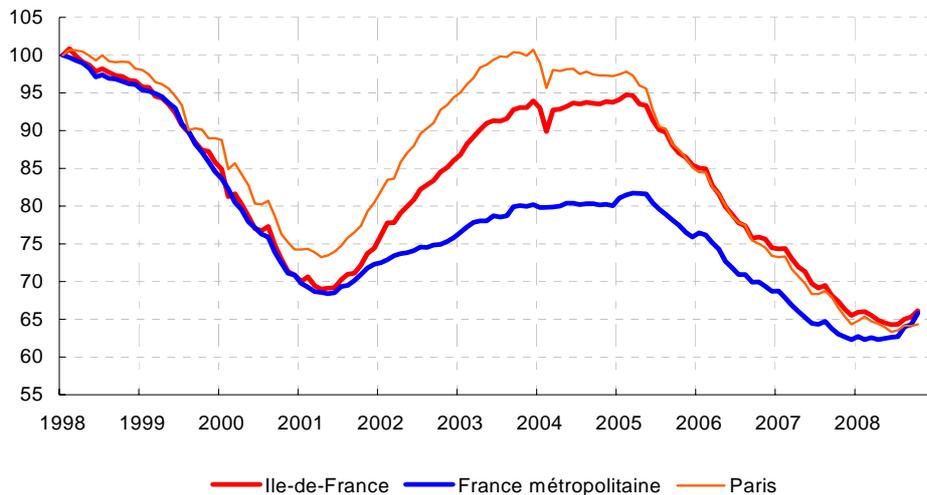
Point de conjoncture, octobre 2008 - La croissance cale en zone euro - Insee

Définitions

DEFM catégorie 1 : Les demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 sont les personnes inscrites à l'ANPE déclarant être à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée, ayant éventuellement exercé une activité occasionnelle ou réduite d'au plus 78 heures dans le mois.

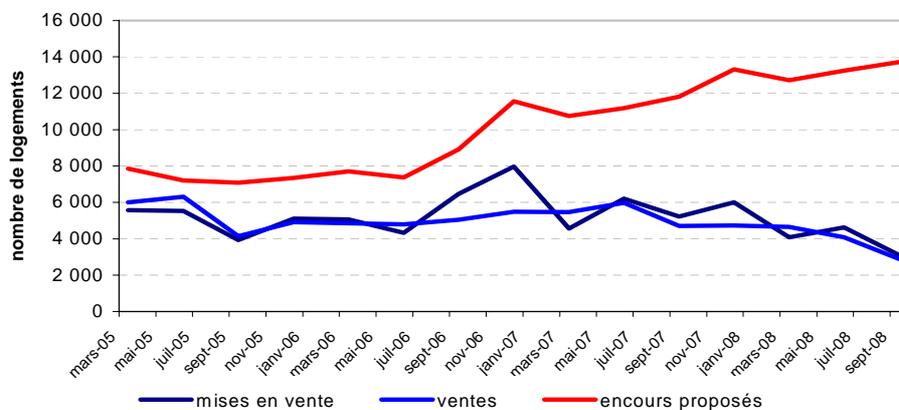
Evolution des demandeurs d'emploi de catégorie 1 en Ile-de-France (CVS)

Indice base 100 = jan 1998



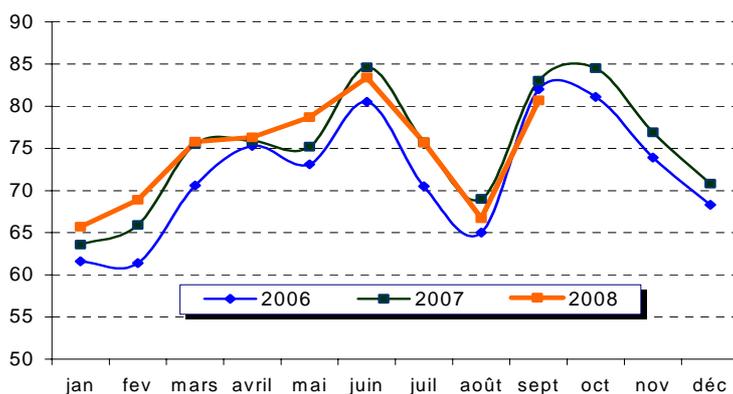
Source : Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP)

La commercialisation des logements neufs en Ile-de-France



Source : Meeddat, SOeS, enquête sur la commercialisation des logements neufs

Taux d'occupation des hôtels de 0 à 4 étoiles-luxe en Ile-de-France (%)



Source : Insee, Ministère délégué au tourisme, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière